



MARDI 10 JANVIER 2017, JOUR DU CTL EMPLOIS ADRESSE AUX COLLEGUES DE LA DRFIP NORD

Le début d'année est normalement la période propice aux vœux et aux bonnes résolutions : l'intersyndicale adresse chaleureusement ses vœux les plus sincères à tous les collègues de la DRFIP Nord.

Visiblement, le Directeur régional ne nous souhaite plus rien, puisqu'aucun message n'a été adressé en ce début d'année pour les vœux.

En même temps, vu la teneur des derniers messages adressés aux agents, on s'en passe volontiers : poursuite des suppressions d'emplois, des restructurations, conditions de travail toujours plus dégradées !

Pour rappel, la DGFIP a perdu de nouveau 1 800 emplois au 1er janvier, soit près de 60 % des suppressions d'emplois de la Fonction Publique, alors même que nous représentons à peine plus de 5 % de l'ensemble des emplois. C'est une véritable destruction de la DGFIP !

Avec encore 75 emplois de catégorie B et C supprimés au 1er septembre 2017, notre Direction est très lourdement impactée.

De nombreux services sont déjà au bord de la rupture : notamment des SIE, SIP, SPF, trésoreries en grandes difficultés sont concernés, au détriment des agents et du service public.

Moins d'emplois B et C, c'est plus de travail par agent, toutes catégories confondues. C'est moins de qualité dans l'exécution des missions, moins de réponses aux usagers, plus d'attente aux guichets.

Déjà, les conditions de travail sont dramatiquement dégradées, elles ne pourront que s'aggraver, avec des risques accrus pour la santé physique et morale des agents.

Déjà, la qualité du service public est insuffisante pour répondre aux besoins des usagers, elle sera encore plus en recul.

La mobilisation de la fin d'année 2016 à la DRFIP Nord a permis de montrer concrètement la situation dramatique de notre Direction, service par service, les dégradations de service réelles pour les usagers.

Mais l'absence de réponse et de considération de la Direction régionale et générale est édifiante : pas de réponse de la DG sur la demande de médiation, refus d'écouter les collègues venus au CTL du 13 décembre...

Pour toutes ces raisons, l'ensemble des représentants ne siégeront pas au CTL « suppressions d'emplois » de ce jour.

L'intersyndicale appellera, dans les prochains jours, à de nouvelles initiatives et actions.

Un préavis de grève local a d'ores et déjà été déposé du 10 janvier au 15 février.